

Dans la perspective de Cannes

# L'Afrique et le G20

Ce qui doit être mis en place

Octobre 2011

L'Africa Progress Panel a rencontré le Président Sarkozy et son gouvernement le 15 février 2011 lorsque la France a accédé à la présidence du G8/G20



# Introduction

Ce fascicule présente l'opinion de huit membres de l'Africa Progress Panel sur ce que le G20 peut faire pour aider l'Afrique à réaliser son vaste potentiel et apporter sa pierre à la croissance et au développement mondiaux. Une version initiale a été présentée au Président Nicolas Sarkozy et à son gouvernement lors de leur rencontre avec le Panel en février 2011 au début de la Présidence française du G8 et du G20.

Le Panel souhaite avant tout souligner que le Président Sarkozy a l'opportunité, historique, de faire évoluer les relations naissantes du G20 avec l'Afrique en un partenariat véritable et mutuellement bénéfique. En s'appuyant sur l'élan donné par le sommet de Séoul et en mettant en œuvre les points spécifiques de son plan de développement pluri-annuel, le G20 peut aider l'Afrique à éliminer un certain nombre d'obstacles qui entravent fondamentalement son progrès (un déficit en infrastructure, notamment), et ainsi à réaliser son vaste potentiel et devenir un nouveau pôle de croissance de l'économie mondiale. L'Africa Progress Panel a toujours invariablement soutenu qu'un tel partenariat était dans l'intérêt du G20, et ses membres se voient aujourd'hui encouragés par la volonté du Président Sarkozy d'écouter leur avis.

Si le Panel ne prétend pas parler pour l'Afrique, il peut néanmoins parler avec une voix africaine, guidée par les préoccupations et priorités du continent, et avec l'expertise, l'expérience et le savoir combinés de ses membres. Il appelle à tenir les engagements qui ont été faits en faveur de l'Afrique, sans jamais oublier que les dirigeants du continent restent les principaux responsables de ses avancées, et qu'ils ont eux-mêmes pris une série d'engagements qu'ils se doivent de tenir. Le Panel appelle également à la réforme de l'architecture internationale, pour permettre à l'Afrique de faire entendre sa voix dans les forums internationaux et d'être considérée comme un partenaire avec lequel les négociations se font sur pied d'égalité.

Le Panel se félicite de pouvoir partager ses vues avec le Président Sarkozy, ainsi que de travailler avec la présidence française du G20 et les autres membres du G20 afin de stimuler un intérêt partagé et des actions résolues en faveur du progrès en Afrique.

## La France peut-elle réussir là où d'autres ont échoué ?

Il y a six ans, sous la pression de la coalition mondiale formée par le mouvement Make Poverty History, le G8 prenait une série d'engagements historiques pour s'attaquer au problème de la pauvreté en Afrique. Sous le feu des médias du monde entier, les huit hommes les plus puissants de la planète ont ainsi fait une promesse solennelle. L'annulation de la dette et les aides supplémentaires qui en ont découlé ont permis à l'Afrique de connaître cinq années de progrès continus. Des preuves tangibles en sont visibles sur tout le continent. Des millions de personnes vaccinées, des millions de vies sauvées grâce à l'accès au traitement contre le sida, des millions de personnes protégées de la malaria et des millions d'enfants scolarisés en plus. L'ensemble de l'Afrique a également connu une forte croissance économique. Il ne fait aucun doute que l'annulation de la dette a donné aux pays africains une partie de la marge budgétaire nécessaire pour mieux résister au choc de la crise économique qu'on ne le craignait. Grâce à l'esprit d'entreprise des citoyens africains et à la générosité du G8, le continent avance.

Pourtant, tout n'est pas rose. Il faut malheureusement reconnaître que le G8 est loin d'avoir tenu la majorité de ses engagements. L'an dernier, ses membres n'ont même pas accordé le tiers de l'augmentation des aides promises. Il existe différentes raisons à cela : un leadership politique inexistant, l'absence de mécanisme de responsabilité efficace et crédible, la crise économique mondiale, ainsi que le déclin de l'importance du G8 et la montée en puissance du G20. La question est maintenant de savoir si ce dernier se montrera plus efficace.

Le sommet du G20 de novembre à Cannes représente pour le président Sarkozy une occasion de restaurer l'image dégradée de la France en Afrique, et de faire preuve du même type de leadership que le Royaume-Uni en 2005. La France saura-t-elle saisir cette opportunité de réussir là où d'autres ont échoué ? Deux thèmes méritent une attention particulière, le premier d'entre eux étant la gouvernance. L'Afrique possède de vastes richesses minérales, la plupart restant encore à découvrir, mais seule une petite partie des recettes générées est partagée avec les populations du continent. Au contraire, comme ce fut si souvent le cas par le passé, les bénéfices sont détournés par le biais de partenariats clandestins et illégaux avec des sociétés étrangères, dans le cadre de contrats opaques et secrets. Le G20 doit changer la donne en faveur des citoyens, en insistant sur la transparence des contrats conclus et en adoptant des mesures juridiquement contraignantes au moins aussi évoluées que la législation récemment approuvée aux États-Unis à l'initiative des sénateurs Cardin et Lugar. En tant que présidente du groupe de travail anti-corruption du G20, la France peut mener le combat sur ce point, ainsi que dans la lutte contre la kleptocratie et dans le travail visant à rapatrier les actifs dérobés aux banques d'État africaines par des responsables corrompus.

Le soutien à une croissance durable et équitable en Afrique représente un défi, et c'est là le second thème qui doit être abordé par le G20. Un ensemble de mesures d'aide au commerce et à l'investissement pourrait mettre à profit l'immense potentiel du continent et donner un élan dynamique à ses nombreux chefs d'entreprise talentueux. Ces mesures devraient se

# Bob Geldof

*« Il faut malheureusement reconnaître que le G8 est loin d'avoir tenu la majorité de ses engagements. L'an dernier, ses membres n'ont même pas accordé le tiers de l'augmentation des aides promises »*

concentrer sur l'intégration régionale en Afrique et sur la terrible réalité selon laquelle seulement 10 % des échanges commerciaux d'un pays africain moyen se font avec d'autres pays africains. Elles devraient également exploiter l'énorme potentiel du continent dans le domaine de l'agriculture et des énergies renouvelables. L'Afrique a les moyens non seulement de se sortir de la misère, mais également de répondre à une partie des besoins mondiaux en termes de nourriture et de combustible. L'accord sur la sécurité alimentaire conclu à L'Aquila ne doit pas tomber dans l'oubli. Les crises alimentaires peuvent avoir un effet dramatique sur notre monde, en accélérant l'inflation et en empêchant ainsi le retour de la croissance, tout en amplifiant l'agitation sociale dans les régions en développement. À Séoul, le G20 a engagé un bon processus sur cette question, mais la France est mieux placée pour tenir les engagements pris à cet égard.

La relation Sud-Sud, en pleine évolution, entre les puissances émergentes que sont la Chine, le Brésil et l'Inde, et la puissance en développement de l'Afrique, représente le partenariat le plus prometteur pour certains, et le plus menaçant pour d'autres. L'Europe et l'Amérique se laisseront déborder si nous ne prenons pas ce train en marche. Ce faisant, nous devons défendre des valeurs de transparence et de responsabilité, plutôt que des intérêts bornés et des préoccupations nombrilistes. La meilleure façon de partager nos valeurs est d'en faire la démonstration par nos actes. Dans la concurrence actuelle avec la Chine, il ne s'agit pas de copier leurs plus mauvaises pratiques, mais plutôt de partager avec elle les meilleures parmi nos propres pratiques. La représentation africaine auprès du G20 doit également être améliorée. Exclure un milliard d'hommes, de femmes, d'enfants, de producteurs et de consommateurs de la prise de décision mondiale est ridicule, contre-productif et injuste.

Si le président Sarkozy se montre capable de fournir des résultats sur ces points, sa présidence du G20 sera considérée comme une réussite.

*Bob Geldof est un musicien, homme d'affaires et défenseur des Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies. Il est le fondateur et coordinateur du groupe Band Aid et des concerts Live Aid et Live 8, dix concerts donnés en juillet 2005 afin de faire pression sur les dirigeants des pays les plus riches de la planète pour qu'ils effacent la dette publique des pays les plus pauvres. Geldof est le co-fondateur de DATA et conseiller de ONE, un puissant groupe de lobbying pour lutter contre l'extrême pauvreté qui soutient les objectifs du millénaire pour le développement. Il dirige plusieurs entreprises dans les secteurs de la technologie et des médias. Il a créé et dirige aujourd'hui Ten Alps, la plus grande société britannique indépendante de production de documentaires pour la télévision. Son travail pour la télévision a été maintes fois récompensé. Entre autres hommages internationaux, il a été sacré Chevalier en 1986 pour ses travaux en Afrique et a été nommé cinq fois pour le Prix Nobel de la Paix.*



# La bonne gouvernance, clé du développement de l'Afrique

Pour l'Africa Progress Panel, la bonne gouvernance, tant sur le continent africain que dans le reste du monde, est un facteur fondamental du développement de l'Afrique. Si, depuis le début des années 1990, on assiste à l'avènement progressif d'une culture politique plus démocratique et fondée sur le droit, les avancées se sont récemment révélées plus inégales, et l'on doit même déplorer un certain nombre de régressions sur le plan démocratique. On assiste ainsi à une recrudescence de coups d'État et à des tentatives de la part de certains dirigeants de perpétuer leur règne, notamment par l'abolition des dispositifs constitutionnels limitant le nombre des mandats, ou par la fraude électorale. Si l'on ajoute à ce tableau la montée en puissance de la Chine qui, en tant qu'investisseur, reste indifférente aux aspects liés à la gouvernance, la situation devient préoccupante.

Au cours des dix dernières années, l'Union africaine a mené des actions pour favoriser la démocratisation du continent et jeter les bases d'un développement durable pour tous. Ses initiatives les plus célèbres, à savoir la proclamation de la Charte africaine de la démocratie et l'adoption du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, sont certes impuissantes à empêcher tel ou tel dirigeant d'agir sans scrupule. Mais elles contribuent à établir des normes et à ouvrir l'espace politique à la majorité des citoyens. Malheureusement, ces deux initiatives connaissent actuellement des difficultés: le Mécanisme d'évaluation attend toujours d'être porté par un intervenant de premier plan, tandis que la Charte n'est pas encore ratifiée.

Cependant, des progrès très positifs sont par ailleurs accomplis, notamment dans les domaines de la gestion des ressources et du rôle des organisations de la société civile. La Conférence internationale sur la région des grands lacs, par exemple, a récemment convenu de créer un mécanisme régional basé sur la transparence, afin de prévenir les conflits armés provoqués par les exploitations minières dans la région. Vingt et un pays africains riches en ressources naturelles ont déjà adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et adopté ses normes strictes relatives à la vérification et à la publication des paiements effectués par les entreprises privées. Le Ghana et le Libéria respectent déjà pleinement les exigences de l'ITIE, et ce devrait être le cas de sept autres pays cette année, notamment de la République Démocratique du Congo qui a pris des mesures encourageantes pour remédier à l'exploitation minière informelle dans ses provinces orientales.

Le rôle croissant des organisations de la société civile sur le continent constitue un autre signal encourageant. Si certains gouvernements limitent encore excessivement leur liberté, ces organisations se font néanmoins de plus en plus entendre, et deviennent des intervenants incontournables dans les processus de démocratisation et de lutte contre la corruption dans de nombreux pays. Grâce aux progrès des technologies de l'information et de la communication, elles constituent un complément essentiel aux activités des pouvoirs publics et du secteur privé en les responsabilisant, vis-à-vis d'eux-mêmes ainsi que des populations.

Malgré ces avancées incontestables, l'Afrique est cependant toujours freinée par une corruption d'une ampleur telle qu'elle coûte des centaines de milliards de dollars au continent chaque année, et entrave la croissance économique et le développement social. Cette

# Peter Eigen

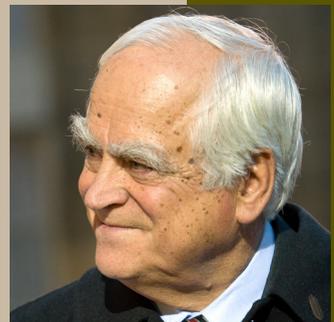
*« Le G20 a récemment proposé un plan d'action contre la corruption, justement axé sur cette dimension internationale de la corruption en Afrique. S'il parvient à faire appliquer et respecter ses propositions par tous ses membres, le G20 aura réussi à changer la donne en matière de lutte contre ce fléau... »*

situation provient aussi bien de facteurs internes – favoritisme tenace, népotisme et montée de la criminalité organisée – que du comportement de certaines entreprises internationales et d'intermédiaires peu scrupuleux. Le G20 a récemment proposé un plan d'action contre la corruption, justement axé sur cette dimension internationale de la corruption en Afrique. S'il parvient à faire appliquer et respecter ses propositions par tous ses membres, le G20 aura réussi à changer la donne en matière de lutte contre ce fléau.

Entre autres mesures, le plan d'action préconise la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que la criminalisation, dans tous les pays du G20, du versement de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers. Ces deux mesures auraient dû être adoptées depuis longtemps déjà, et vont de pair avec d'autres propositions contenues dans le plan, destinées notamment à empêcher le blanchiment d'argent volé par le biais du système financier international et à retrouver les sommes déjà blanchies. D'autres mesures sont prévues pour détecter et rapatrier les sommes détournées, comme celles qui ont été placées sur des comptes bancaires européens par l'ancien président tunisien Ben Ali, et pour sanctionner et empêcher les déplacements de toute personne soupçonnée d'activités financières illicites. Enfin, le plan s'efforce de protéger et d'encourager les « lanceurs d'alerte », et souligne l'importance des principes d'intégrité, de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques.

Toutes ces propositions, hautement sensibles, représentent des mesures nécessaires, et leur mise en œuvre contribuerait grandement à juguler la corruption, qui constitue toujours l'un des principaux freins à la lutte contre la pauvreté, à la construction de la démocratie et au développement de la croissance économique en Afrique. En favorisant une action rapide, le G20 a le pouvoir d'envoyer un signal fort de soutien aux peuples du continent africain, et de faire la preuve de sa valeur en tant que moteur efficace de l'action mondiale.

*Peter Eigen est fondateur et Président du Conseil consultatif de Transparency International (TI), une organisation non-gouvernementale qui lutte pour la transparence et la responsabilité dans le développement international. En 2005, il préside le Comité consultatif international de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et en devient président en 2006. Il était auparavant Directeur de la Mission régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et, de 1999 à 2001, professeur à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard. En septembre 2001, M. Eigen rejoint la Fondation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) en tant que professeur invité, tout en continuant à enseigner à l'université Johns Hopkins/SAIS. Peter Eigen est également membre du Conseil administratif du Centre for International Environmental Law (CIEL - Centre pour le droit de l'environnement international).*



# Le G20 soit stimuler la réforme du système monétaire international

L'amélioration rapide des perspectives économiques africaines ne doit pas nous faire oublier la nécessité de mieux intégrer le continent dans un système monétaire international réformé. Si, depuis deux ans, l'Afrique a témoigné d'une résilience remarquable aux bouleversements de l'économie mondiale, certains pays et secteurs n'en ont pas moins durement souffert des effets de la crise. Des emplois et des revenus ont été perdus, tandis que la progression vers les Objectifs du millénaire pour le développement a été ralentie, voire inversée, du fait de la diminution des dépenses sociales. Il est aujourd'hui admis que les faiblesses des mécanismes financiers internationaux ont précipité la crise et aggravé les failles des institutions financières, ainsi que leurs échecs en termes de régulation, de contrôle et d'action. La décision du G20 de faire de la réforme du système monétaire international une priorité de son programme en 2011 mérite par conséquent d'être applaudie.

La création d'un système monétaire plus stable et plus résistant, décidée par le G20 lors de son sommet de Toronto, est une entreprise ardue, qui nécessitera certainement plusieurs années de travail intensif et de nombreux choix difficiles. Alors que la présidence française s'apprête à entreprendre une telle réforme, nous souhaiterions attirer son attention sur la nécessité d'améliorer la représentation de l'Afrique, de renforcer et de rééquilibrer la surveillance multilatérale, de garantir une gestion efficace des liquidités au plan international et, enfin, de réformer profondément le Fonds monétaire international en tant qu'institution centrale du système international. Toutes ces questions sont cruciales pour le développement de l'Afrique.

Idéalement, une architecture financière réformée garantirait une représentation juste et équitable de l'Afrique à tous les niveaux opérationnels. Conformément aux mesures annoncées lors du sommet du G20 à Séoul en 2010, il faut renforcer la présence africaine au niveau des chefs d'États et assurer une meilleure représentation générale du continent, à tous les niveaux-clés de l'architecture financière mondiale. En outre, il semble souhaitable que les travaux préparatoires des sommets du G20 soient désormais organisés autour des lignes définies par la présidence française, avec notamment la désignation d'éminentes personnalités issues des secteurs privé et public africains à la présidence d'importants groupes de travail.

Pour renforcer la discipline multilatérale, nous devons veiller à ce que la surveillance s'applique non seulement de manière égale à tous les pays et programmes, mais aussi à ce qu'elle contribue à empêcher les déséquilibres économiques et financiers de se propager. Afin d'éviter l'instabilité et les distorsions des taux de change, le FMI doit élaborer des normes et références de change cohérentes au niveau mondial, afin d'identifier les écarts importants et d'y remédier rapidement.

De la même manière, et compte tenu des effets déstabilisants de l'offre incontrôlée de liquidités sur les économies à revenus faibles ou moyens, il est important de soutenir les efforts actuels de la Banque des règlements internationaux et du FMI visant à renforcer la gestion des liquidités au niveau mondial.

# Michel Camdessus

« ... Nous souhaiterions attirer l'attention [de la présidence française] sur la nécessité d'améliorer la représentation de l'Afrique, de renforcer et de rééquilibrer la surveillance multilatérale, de garantir une gestion efficace des liquidités au plan international et, enfin, de réformer profondément le Fonds monétaire international en tant qu'institution centrale du système international. Toutes ces questions sont cruciales pour le développement de l'Afrique. »

Enfin, nous voudrions insister, parmi les aspects fondamentaux d'une réforme en profondeur du FMI, sur la nécessité d'élargir le mandat de l'institution pour inclure, en plus des questions monétaires et relatives aux balances des paiements, les mouvements de capitaux. Il faudrait, de plus, instaurer un mécanisme permanent de financement en temps de crise, sur le modèle d'un bailleur de fonds international de dernier recours, et renforcer les mécanismes permettant au FMI de réagir rapidement aux situations d'urgence, notamment les pénuries alimentaires. En dernier lieu, le rôle potentiel des Droits de tirage spéciaux pour réduire la volatilité des prix, des matières premières ou autres, y compris dans les transactions privées, doit être réévalué en gardant à l'esprit les leçons tirées de l'allocation de 250 milliards de dollars versée pendant la crise.

*Michel Camdessus est Gouverneur honoraire de la Banque de France et président de la Société de financement de l'économie française (SFEF). Il est membre du Comité consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur les questions d'eau et d'assainissement. Il est également membre de la Commission pontificale « Justice et Paix » au Vatican. En novembre 1984, il est nommé Gouverneur de la Banque de France. Puis il est élu Président directeur général du conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) puis Directeur général du FMI de 1987 à 2000. Auparavant, M. Camdessus a exercé les fonctions de président du Club de Paris, ainsi que celles de président du comité monétaire de la communauté économique européenne. Il a également été successivement, sous-directeur, directeur adjoint puis directeur au Trésor.*



# Le G20 peut-il tenir ses promesses macroéconomiques ?

La priorité macroéconomique du G20 pour 2011 est de tenir les promesses de la déclaration finale du sommet de Séoul de novembre 2010. Il s'agira en particulier de démontrer que l'engagement en faveur d'une meilleure coordination des politiques et de la réduction progressive des déséquilibres mondiaux n'est pas un discours creux destiné à masquer des désaccords croissants.

En 2009, le G20, dont les réunions se tiennent désormais au niveau des chefs d'État et de gouvernement, est arrivé à maturité. Certes loin d'être parfaite, cette structure a néanmoins le mérite de proposer une approche beaucoup plus inclusive et globale que celle du G8. De fait, ses débuts ont été fort prometteurs, comme l'ont prouvé les réunions de Londres et de Pittsburgh qui ont contribué à éviter la récession mondiale tant redoutée. Cependant, si 2009 semblait annoncer une nouvelle ère de coopération économique internationale, les espoirs se sont rapidement évanouis en 2010, dans un contexte de « guerres monétaires » et de divergences d'opinion. Il est impératif d'inverser cette tendance dangereuse.

Ce constat n'implique en aucun cas qu'il existe une approche unique en matière de politique macroéconomique : les gouvernements doivent agir en fonction du contexte national qui est le leur. Mais ils doivent accepter le fait qu'il est dans leur intérêt de ne pas empêcher les autres États de faire de même. Le modèle d'économie fermée des manuels de macroéconomie n'est plus pertinent, même pour les plus grandes économies. Chaque exportation est compensée, ailleurs, par une importation ; chaque excédent commercial est contrebalancé par les déficits d'autres pays ; et les monnaies ne peuvent pas toutes se déprécier simultanément. Ces principes de base ont été presque oubliés à certains moments de l'année 2010.

De nombreux membres du G20 sont confrontés à d'importantes difficultés dans la restructuration et la réforme de leur économie. L'avenir même de la zone euro reste incertain. Il existe également de profondes divisions au niveau bilatéral, comme en témoigne notamment la tension latente sur les taux de change entre yuan chinois et dollar américain. Il est nécessaire de résoudre ces difficultés, et ce pour l'ensemble de l'économie mondiale, y compris pour les nombreuses petites économies qui ne sont pas directement représentées au G20. Car comme le dit le proverbe, « quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre ». La déclaration finale de Séoul contient des engagements visant à éviter une volatilité excessive des devises et à améliorer l'efficacité du Processus d'évaluation mutuelle supervisé par le Fonds monétaire international (FMI) ; elle pose également un certain nombre d'indicateurs des grands déséquilibres mondiaux. Ces engagements devront absolument être tenus en 2011.

Cette déclaration souligne également la nécessité de s'engager en faveur de l'aide aux pays à faible revenu. Ainsi, les membres du G20 doivent, malgré leurs difficultés internes, continuer à être actifs aux côtés de leurs homologues africains. Les économies africaines ont, d'une manière générale, bien supporté la récession de 2009. La reprise de la demande de matières premières, plus importante que prévu, y a certes contribué. Mais, de manière plus profonde, les politiques macroéconomiques des pays africains reposaient sur des bases beaucoup plus solides, disposant de davantage de ressources pour mener des politiques contracycliques sans avoir besoin de négocier une aide d'urgence de la part du FMI. La section « urgence » de l'organisation a en effet été remarquablement peu sollicitée par l'Afrique.

Néanmoins, ce n'est pas parce que les économies africaines ont, pour la plupart, réussi à

*« ...en aucun cas il existe une approche unique en matière de politique macroéconomique : les gouvernements doivent agir en fonction du contexte national qui est le leur. Mais ils doivent accepter le fait qu'il est dans leur intérêt de ne pas empêcher les autres États de faire de même... »*

surmonter la crise, qu'elles peuvent désormais tourner seules. Les événements récents ont en effet révélé de nouvelles faiblesses susceptibles de justifier une assistance supplémentaire, tant technique que financière. Les problèmes de l'Afrique en matière de pauvreté, de maladie et de famine restent redoutables. Il est donc nécessaire que des politiques macroéconomiques favorables à la croissance et à la création d'emplois soient mises en œuvre sans interruption ; la nécessité d'une reprise basée sur la création d'emplois est d'ailleurs soulignée dans la déclaration de Séoul. À cet égard, il faut espérer que les pays développés continueront, autant que possible, d'intégrer une dimension expansionniste à leurs politiques macroéconomiques.

Sur le plan des échanges, le G20 doit jouer un rôle central dans la conclusion des négociations commerciales du cycle de Doha. Le libre-échange est dans l'intérêt de toutes les économies, mais la lutte contre les velléités protectionnistes constitue un défi récurrent. L'Afrique continuera d'avoir besoin d'aide et de financement pour ses infrastructures afin d'accélérer son développement. Cependant, son succès à long terme reposera sur ses possibilités d'expansion commerciale, tant au niveau mondial que par le développement des échanges au sein même du continent.

L'Afrique ne peut plus se contenter d'exporter ses ressources naturelles : elle doit vendre des marchandises à valeur ajoutée, produites au niveau national avec ces mêmes ressources, et des services autres que touristiques. Un transfert réel de technologies, y compris sur le plan juridique et financier, sera d'autre part nécessaire pour aider les gouvernements africains à négocier efficacement avec les multinationales privées. Mais tout cela ne sera pas suffisant dans le climat actuel des affaires, qui reste malheureusement peu attirant dans de nombreux pays africains, comme l'a confirmé le dernier rapport Doing Business de la Banque mondiale. Il est dès lors crucial de trouver des moyens novateurs pour briser ce cercle vicieux, et d'engager des actions concrètes pour stimuler la productivité et promouvoir une véritable culture de l'entrepreneuriat.

*Linah Mohohlo a été nommée Gouverneur de la Banque du Botswana en 1999 après une carrière de 23 ans dans la banque. Elle est membre de la Commission pour l'Afrique et du Comité des Dix (Committee of Ten). Elle a également travaillé pour le Fonds monétaire international (FMI) et, en qualité de Gouverneur du FMI pour le Botswana, elle a été membre du Comité international monétaire et financier du FMI, représentant le Groupe 1 africain, un groupe comprenant plus de 20 pays anglophones d'Afrique subsaharienne. Linah siège à différents conseils d'administration de grandes sociétés au Botswana et à l'étranger. Elle est également membre du Comité Directeur du Forum des Marchés Émergents d'Afrique. Elle a reçu plusieurs prix dont celui du "Meilleur Gouverneur de Banque Centrale 2001" pour l'Afrique et le Moyen-Orient, décerné par le Financial Times Magazine (The Banker), celui de "Meilleur Gouverneur de Banque centrale des marchés émergents 2003" pour l'Afrique subsaharienne attribué par Euromoney, celui du Presidential Order of Honour (la plus haute distinction du Botswana en reconnaissance de services rendus dans l'administration), celui du "Meilleur Leader d'Afrique 2007" décerné par African Times et celui du "Meilleur Régulateur de Banque 2007" pour l'Afrique décerné par African Banker.*



# Le G20 doit favoriser une croissance tirée par le secteur privé en Afrique

Le secteur privé est devenu le principal facteur de progrès économique et social à travers le monde. L'Afrique ne fait pas exception à cette règle. Cela est d'autant plus vrai que la plupart des économies du continent sont encore fortement dépendantes de l'agriculture et que le petit exploitant africain est peut-être le plus pur exemple que l'on puisse trouver d'opérateur privé. Il est au sens littéral un véritable entrepreneur. Il en est de même pour les nombreux commerçants et artisans de nos villes africaines, en pleine expansion depuis le milieu du siècle dernier. Ce sont les entreprises, et non les gouvernements, qui assurent l'essentiel des investissements, des innovations, des emplois et des revenus seuls susceptibles d'apporter la croissance et les gains de productivité indispensables pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté.

Pendant les dix dernières années, de nombreuses économies africaines ont connu une croissance rapide, que la récente crise économique n'a pas réussi à ralentir. En dépit d'un contexte international difficile, les gouvernements africains sont plus déterminés que jamais à ne plus être uniquement les récipiendaires d'une aide internationale à la fois imprévisible et incertaine. Ils sont désormais décidés à attirer des investissements importants et à accéder librement et équitablement aux marchés de capitaux afin de créer des emplois, de générer des revenus et d'obtenir enfin la liberté et la dignité que seuls le succès économique et l'autosuffisance confèrent.

Le secteur privé africain reste confronté à de nombreux défis : administrations inefficaces et corrompues, concurrence d'acteurs non réglementés et souvent illégaux, main-d'œuvre insuffisamment préparée et insuffisamment formée, lois du travail qui limitent la compétitivité, ou encore barrières commerciales entravant les exportations mais aussi les importations. Certains de ces problèmes sont dus à des facteurs exogènes, comme la taille réduite des marchés. Les pouvoirs publics sont cependant capables de remédier à un grand nombre de ces difficultés, qu'il s'agisse de l'insuffisance des infrastructures de transport ou énergétiques, ou encore des réglementations du travail trop lourdes.

C'est naturellement aux Africains qu'il incombe en premier lieu de relever ces défis. Il est de bon ton de répéter que cette responsabilité est d'abord celle des gouvernements. Néanmoins, il est important de souligner que cette charge revient également au secteur privé, qui doit apprendre à mieux s'organiser, à s'exprimer d'une voix claire et audible, à définir des programmes, des priorités et des objectifs. Il doit être capable de faire du lobbying auprès des gouvernements, lesquels seront ainsi mieux en mesure de définir les priorités à suivre pour soutenir le secteur privé. Il est encourageant de constater que cette dynamique semble enclenchée dans de nombreux endroits sur notre continent : le secteur privé y est de plus en plus actif, et un nombre croissant de gouvernements s'efforce de trouver des réponses à ces préoccupations.

De nombreux gouvernements africains privatisent des entreprises publiques, réduisent ou éliminent leurs barrières commerciales, réduisent les impôts sur les sociétés et réforment leurs systèmes éducatifs pour mieux répondre aux besoins des entreprises. En conséquence, un certain nombre d'États africains figurent maintenant régulièrement parmi les dix premiers réformateurs du rapport Doing Business de la Banque mondiale, le Rwanda en prenant même la tête en 2010.

Il existe évidemment des limites à ce que les gouvernements et le secteur privé africains peuvent faire, seuls, pour stimuler et promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. Même ceux qui sont les plus favorables aux entreprises doivent s'incliner devant les réalités et

*« Si le G20 tient ses promesses, je suis convaincu que le secteur privé, en Afrique et à travers le monde, fera le nécessaire pour rendre aux Africains leur capacités créatrices pour qu'ils s'enrichissent à leur tour... »*

déséquilibres du système économique mondial, et dépendent trop souvent encore des décisions prises par des organismes internationaux dans lesquels ils n'ont que rarement voix au chapitre. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit d'obtenir un meilleur équilibre du commerce international ou encore l'élimination de subventions anticoncurrentielles, notamment agricoles, qui font tellement de tort aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables d'Afrique. En dépit d'innombrables promesses et déclarations d'intention, nous attendons toujours la modification radicale du système qui empêche actuellement l'Afrique de réaliser son potentiel de croissance durable, fondé sur l'agriculture.

Le G20, qui représente 85% du PIB de la planète, et presque deux tiers de sa population, est idéalement placé pour agir de manière décisive sur certains secteurs spécifiques, comme le commerce et les infrastructures, qui joueront un rôle crucial pour libérer la croissance privée en Afrique. Avec une réelle volonté politique, les membres du G20 ont le pouvoir de mener à bien le cycle de négociations de Doha et d'éliminer progressivement les mesures protectionnistes, ou à défaut de réduire les droits de douane internationaux et les subventions nationales. Ils peuvent aussi faire en sorte que l'aide internationale au développement stimule la croissance du secteur privé, au lieu de lui faire concurrence.

Adopté en 2010, le Consensus de Séoul sur la croissance partagée visait juste. Il faut maintenant adopter des mesures incitatives pour mettre en œuvre les décisions prises. En tant que PDG d'une entreprise du FTSE 30 qui réalise environ 60 % de ses bénéfices en Asie, je peux témoigner que la principale transformation de l'économie mondiale au cours des vingt dernières années a été l'accession des économies émergentes du continent asiatique – Chine, Malaisie, Indonésie, Inde, Vietnam, Thaïlande, Singapour - à une taille importante. Le G20 peut susciter un changement radical d'approche et de gestion des problèmes, dans un monde où la croissance viendra de plus en plus des marchés émergents. Et un bon nombre des marchés les plus prometteurs à moyen terme se trouvent en Afrique.

Si le G20 tient ses promesses, je suis convaincu que le secteur privé, en Afrique et à travers le monde, se tiendra prêt à faire le nécessaire pour que les Africains soient renforcés économiquement et puissent sortir de la pauvreté.

*Tidjane Thiam est nommé directeur général de Prudential plc. après avoir été chef financier et directeur des opérations européennes du groupe. Il est également membre de la Commission pour l'Afrique et a récemment été nommé Président du Panel de haut niveau du G20 sur les investissements en faveur des infrastructures. Auparavant, M. Thiam était directeur du développement et de la stratégie puis responsable des activités européennes en enfin Directeur exécutif du groupe Aviva Europe. Il a également passé un certain nombre d'années en Afrique en tant que directeur général et président du Bureau National d'Études Techniques et du Développement (BNETD), avant de devenir ministre de la Planification et du développement de Côte d'Ivoire. En 2006, il devient administrateur externe d'Arkema, et il est membre du conseil d'administration de l'Overseas Development Institute (ODI) de Londres. Il est également sponsor d'Opportunity International, une organisation spécialisée dans la microfinance dans les pays en développement.*



# Pour favoriser la croissance africaine, le G20 doit débloquer les investissements

Les problèmes de l'Afrique ont longtemps terni son image et faussé l'opinion que s'en faisaient les investisseurs, qui ont accordé au continent nettement moins d'attention que les bénéfices potentiels ne le laissaient espérer. Mais certains succès récents, ainsi qu'un intérêt accru pour les marchés naissants, sont en train de modifier les perceptions. Les investisseurs, tant privés que publics, sont de plus en plus enclins à passer sur les problèmes du continent – gouvernance faible, instabilité et risques – pour davantage s'intéresser aux opportunités commerciales et aux taux de rendement élevés que l'Afrique peut leur offrir. En conséquence, les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, dont une part sans cesse croissante provient de nouveaux partenaires comme la Chine, atteignent de nouveaux records.

Il s'agit globalement d'une bonne nouvelle. L'augmentation des IDE est le signe d'un regain de confiance envers les politiques et les économies africaines. Elle encourage les gouvernements nationaux à persévérer dans la voie souvent difficile des réformes macroéconomiques et en faveur du secteur privé. Elle signifie également que davantage de moyens sont disponibles pour apporter les améliorations indispensables dans les industries de transformation (transports et énergie par exemple), et pour faciliter l'accès aux capitaux d'un secteur privé en plein essor.

Néanmoins, en dépit de ces progrès, l'accès au capital reste insuffisant, tandis que les investissements dans les secteurs porteurs de croissance sont trop faibles pour permettre à l'Afrique de surmonter les obstacles structurels qui freinent ses progrès depuis des décennies. La Banque mondiale estime par exemple à 93 milliards de dollars les besoins annuels de financement pour la construction et l'entretien des infrastructures de base en Afrique subsaharienne. Malgré les données prouvant que le retour sur les investissements étrangers est nettement plus élevé en Afrique que dans le reste du monde, et malgré plusieurs initiatives de soutien prometteuses, notamment celles lancées en Afrique même par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et le Fonds pour le climat d'investissement en Afrique, plus d'un tiers de ces infrastructures ne trouvent toujours pas de financement. Les déficits d'infrastructures représentent donc toujours l'un des plus importants obstacles au développement de l'Afrique.

Le problème est le même pour l'accès du secteur privé africain aux capitaux. Il existe d'énormes gisements de capitaux dans les fonds d'investissements spéculatifs et dans les fonds de capital-investissement, de même que dans des instruments de placement traditionnels actifs dans des zones moins classiques ; et les marchés internationaux du crédit connaissent un dégel progressif. Cependant, de nombreuses entreprises africaines, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), dont le rôle est crucial, éprouvent encore des difficultés à mobiliser les ressources indispensables à leur développement, à la création d'emploi et à la croissance économique.

Il appartient naturellement aux entreprises, aux organisations régionales et aux gouvernements africains d'agir pour minimiser les risques en termes d'investissements, pour donner une

*« Il appartient naturellement aux entreprises, aux organisations régionales et aux gouvernements africains d'agir pour minimiser les risques en termes d'investissements, pour donner une vision plus équilibrée de l'Afrique aux investisseurs et pour améliorer le climat d'investissement. Mais les membres du G20 ont également un rôle décisif à jouer en débloquant les investissements destinés au continent. »*

vision plus équilibrée de l'Afrique aux investisseurs et pour améliorer le climat d'investissement. Mais les membres du G20 ont également un rôle décisif à jouer en débloquant les investissements destinés au continent. Leurs récents efforts à cet égard, notamment l'initiative Invest in Africa, ou encore le Projet de financement des petites et moyennes entreprises du G20, sont des pas dans la bonne direction, bien qu'ils restent encore insuffisants.

Le G20 doit intensifier son action pour faciliter les flux de capitaux privés vers l'Afrique. Il pourrait à cet égard soutenir les initiatives visant à mieux informer les investisseurs étrangers et les gérants de portefeuilles des possibilités existant en Afrique, octroyer des garanties génératrices de flux supplémentaires et soutenir une initiative d'incitation à l'investissement en Afrique. Le G20 pourrait également encourager l'adoption, par les pays africains, de cadres réglementaires ayant véritablement force de loi, pour réduire les risques encourus par les investisseurs étrangers et locaux. Il pourrait enfin élargir son Projet de financement des petites et moyennes entreprises en un Fonds d'investissement pour PME adossé à des investisseurs privés, et encourager l'adoption de méthodes innovantes pour améliorer l'accès aux financements, comme les services bancaires par téléphonie mobile. La plupart de ces initiatives impliquent un ciblage de l'aide étrangère destiné à promouvoir la croissance.

Les États membres du G20, conformément au Consensus de Séoul sur le développement et la croissance partagée, devraient œuvrer pour faire de l'Afrique un grand marché de consommateurs, une destination pour les investissements et un nouveau pôle de croissance mondiale. Ce faisant, ils peuvent et doivent supprimer, entre autres obstacles, les régimes de taux de change faussant la concurrence, les entraves aux échanges commerciaux ainsi que les subventions agricoles exagérées. Comme le remarque le Consensus de Séoul, la promotion de la croissance économique en Afrique est aussi dans l'intérêt des membres du G20.

*Robert Rubbin est co-président du conseil d'administration du Council on Foreign Relations. Il est l'ancien secrétaire au Trésor du Président Clinton. A cette période il joue un rôle majeur dans la plupart des grands débats politiques aux États-Unis. Il contribue à équilibrer le budget fédéral, à ouvrir la politique commerciale du pays à la mondialisation et à enrayer les crises financières au Mexique, en Asie et en Russie. M. Rubbin a commencé sa carrière dans la finance en 1996 chez Goldman, Sachs & Company, à New York en 1966. Avant cela, il était avocat au sein du cabinet Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton à New York. M. Rubbin rejoint Citigroup le 26 octobre 1999 dont il devient le directeur et président du Comité exécutif jusqu'en 2009.*



# Le G20 doit s'attaquer au déficit d'infrastructures de l'Afrique

Parmi les nombreux problèmes de l'Afrique, le manque d'infrastructures adéquates et fiables continue de peser lourdement. Quiconque tente de faire des affaires en Afrique pourra témoigner de son combat quotidien contre les déficiences des réseaux d'énergie, de transport et de communication du continent. L'absence d'alimentation électrique fiable entrave la production, le mauvais état des routes ralentit les transports et l'accès insuffisant aux technologies modernes limite l'industrialisation et l'intégration au marché mondial. Les carences et les gaspillages qui en résultent font de l'Afrique l'endroit où il est le plus difficile et le plus cher de faire des affaires ; ils freinent également la croissance économique et font obstacle au développement.

Cependant, l'importance cruciale des infrastructures est de mieux en mieux comprise sur le continent. Les dirigeants africains se sont mis d'accord sur plusieurs plans et initiatives pour combler les lacunes de l'Afrique en matière d'infrastructures, notamment le Plan d'action prioritaire pour l'infrastructure en Afrique 2010-2015 de l'UA et du NEPAD, le Fonds spécial pour la préparation des projets d'infrastructure et le Fonds panafricain de développement des infrastructures. Aujourd'hui, la Banque africaine de développement dépense davantage pour les infrastructures que pour tout autre aspect lié au développement, et la coopération régionale ne cesse de s'accroître sur des projets transfrontaliers comme l'autoroute transafricaine et le Pool d'énergie de l'Afrique de l'Ouest.

Les partenaires de l'Afrique ont, eux aussi, reconnu la nécessité de faire du développement des infrastructures une priorité pour le continent. En conséquence, ils ont créé tout un éventail d'instruments d'action politique et d'initiatives, en particulier le Consortium pour les infrastructures en Afrique et le Partenariat UE-Afrique sur les infrastructures. Ces initiatives sont destinées à coordonner et à regrouper les aides, ainsi qu'à canaliser les investissements du secteur privé vers des projets clés.

Toutefois, malgré la multitude d'actions et la prolifération des initiatives, nous sommes encore loin d'avoir trouvé les 93 milliards de dollars annuels que la Banque mondiale estime nécessaires pour combler les retards de l'Afrique en termes d'infrastructures. Étant donné l'urgence de la situation, les appels en faveur d'une approche plus globale, créant des liens et des synergies entre les différents efforts entrepris, sont devenus, à juste titre, plus insistants.

Le plan d'action pluriannuel du G20 pour le développement pourrait justement offrir une telle approche. Issu du Consensus de Séoul, il définit les infrastructures comme l'une des neuf priorités du groupe en matière de développement, et cherche à s'appuyer sur l'élan créé par les initiatives existantes pour développer des projets en cours, renforcer les capacités et faciliter les investissements supplémentaires. En pratique, ce plan réclame la formulation de programmes d'action complets pour l'infrastructure par les banques de développement

*« L'importance cruciale des infrastructures est de mieux en mieux comprise sur le continent. Les dirigeants africains se sont mis d'accord sur plusieurs plans et initiatives pour combler les lacunes de l'Afrique en matière d'infrastructures »*

multilatérales. Il suggère de créer un groupe de haut niveau pour étudier les moyens de développer des investissements à grande échelle dans les infrastructures sur l'ensemble du continent.

La balle est désormais dans le camp de la présidence française du G20, qui devra concrétiser ce plan d'ici novembre 2011 et éviter les pièges des actions passées, notamment la réflexion à court terme, la déstabilisation causée par l'accroissement des capitaux et les constructions à fortes émissions de gaz carbonique. Le succès se mesurera à la somme des capitaux générés et au nombre de projets réalisés, ainsi qu'à la manière dont les activités du G20 viendront compléter et coordonner les efforts existants sans les supplanter ou les fragmenter.

# Olusegun Obasanjo

*Olusegun Obasanjo a été président de la République fédérale du Nigeria de 1999 à 2007. À la fin de son mandat, il a supervisé la première passation de pouvoir civile au Nigeria entre deux dirigeants démocratiquement élus. Il a joué un rôle charnière dans la revitalisation et le repositionnement de l'Union africaine, avec notamment le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), conçu pour faire germer et diffuser les idéaux de démocratie et de bonne gouvernance. Il a œuvré avec constance à l'approfondissement et à l'élargissement de la coopération régionale au travers de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Zone d'alliance de coprosperité incluant le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo. Le Général Obasanjo a aussi pris part aux efforts de médiation internationale en Namibie, en Angola, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Burundi et plus récemment en Côte d'Ivoire. En 2008, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon l'a nommé Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs en charge de la crise en RDC.*



# Vers un nouveau Gleneagles ?

En 2005, le sommet de Gleneagles donnait un nouveau souffle au G8, transformant une ébauche de consensus sur le développement international en engagements concrets envers les plus pauvres. Bien que d'autres réunions du G8 aient accordé une grande place aux questions relatives au développement, à Monterrey et Heiligendamm par exemple, seul Gleneagles a su à ce point rendre à l'institution sa pertinence, son orientation et son ambition, tout en dotant la communauté internationale d'une véritable vision.

Si le Président Sarkozy respecte ses priorités, le sommet de Cannes de 2011 pourrait bien être un nouveau Gleneagles, il pourrait rendre au G20 la pertinence dont il a besoin, à un moment où son rôle et son efficacité en tant qu'organisme de prise de décisions mondiales sont fortement mis en cause dans le contexte de l'après-crise. Un tel succès pourrait également contribuer à restaurer une part de confiance en la bonne volonté des pays les plus riches, désormais mise en doute par de nombreux pays en développement, à cause notamment du blocage des négociations sur le commerce et le climat, de la diminution de l'aide et des conséquences douloureuses de la crise économique.

Mes collègues du Panel l'ont souligné dans leurs propres contributions : le Président Sarkozy peut s'appuyer sur l'élan suscité à Séoul en novembre 2010 pour donner une nouvelle impulsion au consensus sur le développement et contribuer à supprimer les obstacles qui entravent les progrès en l'Afrique. Mais le président français peut et doit aussi aller plus loin. Il possède l'opportunité historique, je dirais même la responsabilité, de transformer le consensus, qui n'est pour l'instant qu'une promesse charitable des riches envers les pauvres, en véritable partenariat entre pairs.

La nécessité d'un tel changement d'approche est devenue tristement évidente ces trois dernières années. Les répercussions de la crise économique et financière ont souligné l'interdépendance croissante des nations à l'échelle mondiale et la nécessité de mieux intégrer l'Afrique dans le système international. Malgré les promesses réitérées de réforme, le continent africain reste largement en marge des affaires mondiales, privé de voix et de contrôle sur la manière dont ces affaires déterminent le sort de ses pays et de ses peuples. L'immense potentiel économique de l'Afrique reste fortement limité par d'importants obstacles commerciaux, tarifaires et autres, par des systèmes hypertrophiés de quotas et de subventions. Si ces obstacles, ainsi que d'autres problèmes structurels, ne sont pas supprimés, l'Afrique ne pourra devenir le nouveau pôle de croissance de l'économie mondiale tant espéré, quel que soit le montant des aides ou des investissements privés qu'elle attire.

Le G20 a donc réellement intérêt à initier les réformes qui s'imposent. Nous sommes convaincus que ses membres ont la capacité d'effectuer un changement structurel. En tant que groupe, il en a non seulement les moyens mais aussi la capacité d'action et la force économique. Individuellement, ses États membres sont, par définition, les pays les plus puissants, les plus riches et les plus influents. Nombre d'entre eux viennent tout juste de gagner leurs galons de grandes puissances économiques, et leur expérience en matière de développement est encore récente. Ces pays savent que la clé du développement ne réside pas dans l'aide fournie par les nations les plus riches, mais dans une croissance équitable, créatrice d'emploi et, idéalement, verte, alimentée par des investissements dans les secteurs productifs que sont l'agriculture, les infrastructures, les énergies renouvelables, le commerce, les connaissances et les compétences techniques.

*« Les répercussions de la crise économique et financière ont souligné l'interdépendance croissante des nations à l'échelle mondiale et la nécessité de mieux intégrer l'Afrique dans le système international. »*

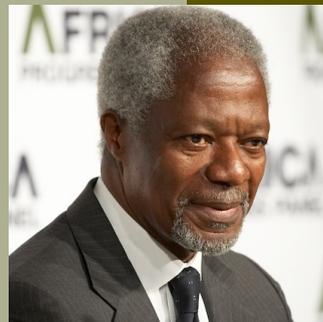
Ces mêmes pays ont compris que le financement du développement doit venir en premier lieu de sources domestiques et d'investissements du secteur privé. Outre la couverture des besoins humanitaires d'urgence, l'aide extérieure doit, quant à elle, être consacrée au renforcement des compétences et à la diminution de la dépendance au soutien extérieur. Elle doit de plus encourager et faciliter les investissements dans les moteurs de la croissance et dans la bonne gouvernance. Surtout, ces pays savent que, pour continuer à réussir, ils doivent absolument aider l'Afrique à réussir de son côté.

À Gleneagles, les dirigeants du G8 ont admis que leurs intérêts nationaux coïncidaient avec leur responsabilité de participer au développement de l'Afrique, et ont pris des engagements concrets à cet égard. L'Africa Progress Panel espère sincèrement que les dirigeants du G20 agiront de même à Cannes, pour le bien de l'Afrique, du G20 et du monde entier. Mes collègues membres du Panel et moi-même nous tenons prêts à aider le Président Sarkozy dans la tâche, difficile, qui consistera à obtenir l'adhésion des membres les plus sceptiques du G20. Certains seront en effet réticents à mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires ; d'autres ne voudront pas renoncer aux avantages d'un système pervers qui favorise les riches et les puissants. Mais, comme en 2005, les bénéfices qu'apporteraient un soutien à l'Afrique parlent d'eux-mêmes.

Cela étant, mettre en œuvre les idées contenues dans la Déclaration de Séoul sur le développement et la croissance partagée ne devrait pas dépendre d'une décision collective du G20. Un engagement collectif du G20 marquerait certes un tournant et lancerait un signal politique fort en direction des pays en développement, mais il ne suffirait pas, à lui seul, à surmonter les difficultés énormes auxquelles ces pays sont confrontés, non plus qu'il n'invaliderait certaines préoccupations quant à la légitimité et à la compétence du G20. Ce qui compte, c'est que chacun des membres du groupe assume ses propres engagements envers le développement et commence à traiter l'Afrique comme un réel partenaire, servant ainsi d'exemple pour les autres.

La France semble déjà s'être engagée dans cette voie.

*Kofi Annan est président de l'Africa Progress Panel, de la fondation Kofi Annan et de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Il est également membre actif d'un certain nombre d'organisations telle que The Elders, La fondation des Nations unies, le Forum économique mondial et le Club de Madrid. Pendant son mandat en tant Secrétaire général des Nations unies, il s'est distingué en tant que défenseur des droits de l'homme, de l'état de droit et du renforcement des Nations unies. Il a de plus joué un rôle clé dans la lutte contre le VIH/SIDA et a été l'un des chefs de file de la réponse multilatérale à la menace terroriste globale. Depuis qu'il a quitté les Nations unies, Kofi Annan continue de faire pression pour réformer bon nombre de politiques afin de permettre de satisfaire les besoins des plus pauvres et des plus vulnérables, tout particulièrement en Afrique.*





---

L'Africa Progress Panel cherche à promouvoir le développement de l'Afrique en évaluant ses progrès, en soulignant les opportunités présentes sur le continent et en participant à la définition d'une position africaine dans les débats internationaux

---

**Africa Progress Panel**

BP 157

1211 Genève 20

Suisse

[info@africaprogresspanel.org](mailto:info@africaprogresspanel.org)

+41 (0) 22 919 7520

[www.africaprogresspanel.org](http://www.africaprogresspanel.org)